

CAHIER DES CHARGES PRESTATIONS D'ACCOMPAGNEMENT DE L'ADEME POUR LA CONSTRUCTION DE SA NOUVELLE STRATEGIE AIR 2024-2027

Direction Villes et Territoires Durables / Service Qualité de l'Air
Rédaction : Nadine DUESO

22/04/2024

TABLE DES MATIERES

1. Éléments de contexte	3
1.1. Les activités de l'ADEME.....	3
1.2. Contexte de l'étude.....	5
1.2.1. La stratégie Air de l'ADEME 2015-2020.....	5
1.2.2. Les évolutions récentes sur le sujet air	6
1.2.3. Les points d'attention ou questionnements de l'ADEME sur la nouvelle Stratégie	7
2. Les attentes de l'ADEME vis-à-vis des prestations à réaliser	8
2.1. Finalités et objectifs.....	8
2.2. Périmètre et cibles des prestations.....	9
2.3. Détail des prestations attendues.....	10
3. Organisation et pilotage de la prestation	13
3.1. Encadrement et suivi de la prestation.....	13
3.2. Calendrier de réalisation des prestations	14
3.3. Confidentialité.....	14
4. Annexes.....	14

1. Éléments de contexte

1.1. Les activités de l'ADEME

À l'ADEME – l'Agence de la transition écologique -, nous sommes résolument engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation des ressources.

Sur tous les fronts, nous mobilisons les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, leur donnons les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse.

Dans tous les domaines – énergie, économie circulaire, alimentation, mobilité, qualité de l'air, adaptation au changement climatique, sols... - nous conseillons, facilitons et aidons au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions.

À tous les niveaux, nous mettons nos capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, du ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

www.ademe.fr

Malgré une amélioration importante de la qualité de l'air depuis les vingt dernières années, une part encore significative de la population est exposée à des risques sanitaires, au-delà des valeurs limites préconisées pour la protection de la santé. Par ailleurs, malgré la baisse de leurs précurseurs, les moyennes annuelles d'ozone, gaz particulièrement irritant, augmentent.

L'alignement progressif vers les valeurs préconisées par l'OMS en 2021, qui va être traduit dans la directive européenne sur la qualité de l'air ambiant en cours de révision, représente un enjeu majeur pour les politiques publiques et les collectivités territoriales.

Dans le domaine de l'air, l'action de l'ADEME mise en œuvre en 2024 a pour objectif d'accompagner l'amélioration de la qualité de l'air extérieur et intérieur.

Sur la **qualité de l'air extérieur**, les actions de l'ADEME portent en particulier sur le :

- Soutien à des travaux de R&D (programme AQACIA, thèses) : connaissances des polluants dont émergents (Particules Ultra Fines...) et de leurs impacts, caractérisation de l'exposition des populations, anticipation des expositions futures dans un contexte de changement climatique, développement de solutions pour réduire les émissions...; valorisation et transfert des connaissances (organisation de colloques de restitution, production de synthèses des résultats des projets...)
- Accompagnement des politiques publiques
 - Mise en œuvre du plan national de réduction des émissions issues du chauffage domestique au bois de juillet 2021 : pilotage du dispositif Fonds air bois (accélération du renouvellement des appareils peu performants de chauffage domestique au bois et des foyers ouverts, communication sur les bonnes pratiques). Pilotage d'une campagne de communication nationale. Accompagnement de la montée en compétence des professionnels de la filière et de l'amélioration des performances des appareils de chauffage.
 - Déploiement des ZFE-m : animation du réseau des collectivités engagées. Mise à jour régulière d'un benchmark européen. Pilotage d'une campagne de communication nationale. Développement de fiches actions pour des solutions mobilités autres que la conversion des véhicules.

- Mise en œuvre du plan national écoazote : pilotage d'un appel à projets AgriQAir pour aider à l'expérimentation, l'évaluation et la diffusion des solutions efficaces pour réduire les émissions d'ammoniac (NH₃) et de particules (PM_{2,5} et PM₁₀) dans le secteur agricole, élaboration et diffusion d'un guide des bonnes pratiques.
- Amélioration de l'intégration de la qualité de l'air dans les documents de planification et d'urbanisme – développement d'un urbanisme favorable à la santé.
- Accompagnement des collectivités / entreprises / associations pour la mise en œuvre d'actions d'amélioration de la qualité de l'air dans les territoires couverts par un plan de protection de l'atmosphère (PPA) ou en dépassement.
- Sensibilisation du grand public aux enjeux sanitaires de la qualité de l'air : élaboration de supports de sensibilisation et de guides grand public sur la pollution de l'air.

Sur la **qualité de l'air intérieur (QAI)**, les actions de l'ADEME portent en particulier sur l' :

- Accompagnement des projets de recherche visant à améliorer les connaissances et pratiques autour de la QAI : caractérisation des expositions, caractérisation des émissions liées aux matériaux, activités des occupants...connaissances sur les polluants émergents, solutions de remédiation (dont systèmes de ventilation et/ou de traitement), évaluation des performances de ces solutions... (programme de recherche AQACIA, thèses).
- Soutien à l'Observatoire de la qualité des environnements intérieurs (OQEI) : réalisation de campagnes de mesure logement, écoles, bureaux, établissements de santé, interprétation, notamment sous l'angle sanitaire, et mise à disposition des données de référence.
- Accompagnement des politiques publiques: participation aux groupes d'experts pour l'élaboration et la mise en œuvre de la surveillance de la QAI dans les ERP, contribution aux groupes de travail du Plan National Santé Environnement.
- Amélioration de la prise en compte de la qualité de l'air intérieur dans toutes les phases de construction d'un bâtiment: promotion de la démarche ECRAINS® développée par l'ADEME (démarche de qualité destinée à satisfaire une approche préventive de la santé dans le bâtiment) et déploiement dans les territoires.
- Accompagnement des collectivités territoriales dans l'identification d'actions concrètes d'amélioration de la qualité de l'air dans les ERP (dont crèches, écoles), via l'appel à projets AACT-AIR.
- Sensibilisation du grand public aux enjeux sanitaires de la qualité de l'air intérieur : élaboration de supports de sensibilisation et de guides grand public sur la pollution de l'air intérieur.

En outre, la sujet air étant un **sujet transversal**, un enjeu consiste à veiller à la prise en compte des impacts sur la pollution de l'air de l'ensemble des programmes d'action portés par l'ADEME (en particulier Urbanisme, Transports et Mobilités, Bâtiment, Consommation, Bois-énergie, Agriculture).

1.2. Contexte de l'étude

1.2.1. La stratégie Air de l'ADEME 2015-2020

Cette stratégie antérieure a pris la forme d'un document publié à l'externe « Qualité de l'air : orientations stratégiques de l'ADEME – Période 2015-2020 » qui affichait :

- Deux grands objectifs :
 - Appuyer les politiques publiques pour préserver et améliorer la qualité de l'air intérieur et extérieur,
 - Contribuer à l'émergence et la diffusion d'actions d'amélioration et de prévention de la qualité de l'air
- Trois modes d'intervention :
 - Expertise : Développement des connaissances et outils nécessaires à la mise en œuvre d'actions efficaces
 - Action : Soutien à la mise en œuvre d'actions innovantes et la diffusion
 - Transversalité : Mieux prendre en compte la qualité de l'air dans les autres actions de l'Agence
- Quatre priorités :
 - L'accompagnement des collectivités dans la prise en compte opérationnelle de la qualité de l'air dans la planification locale
 - La réduction des impacts du transport et de l'agriculture
 - La prévention des impacts des EnR (bois énergie, méthanisation...) et matériaux biosourcés
 - La prise en compte de la qualité de l'air intérieur dans la rénovation énergétique des bâtiments

En interne, le déploiement de cette stratégie a été relativement peu animé et peu suivi, l'absence d'objectifs précis et d'indicateurs associés n'étant pas favorables à un « monitoring » de la mise en œuvre de la stratégie.

En outre, la revue des missions réalisée en 2018 a bousculé le contenu de la stratégie en remettant en cause les actions dans les secteurs de l'industrie et de l'agriculture et en mettant un coup d'arrêt au dispositif fonds air bois.

La mise en place des feuilles de route qualité de l'air en 2019 suite aux différents contentieux nationaux et européens pour non-respect des valeurs limites de la qualité de l'air a également profondément modifié l'action régionale avec la mise en place d'une enveloppe de 36 M€ à gérer sur 4 à 5 ans.

Une évaluation de la stratégie a été lancée fin 2020 et a été finalisée fin 2021. La synthèse de cette évaluation est jointe en annexe au cahier des charges. Les rapports complets de l'évaluation seront mis à disposition du prestataire. Les sommaires de ces rapports figurent également en annexe. Ces documents n'ont pas été publiés en externe.

La prestation d'évaluation incluait une petite partie perspective. Des interviews ont été conduits auprès de quelques acteurs externes et deux ateliers de travail ont été organisés.

1.2.2. Les évolutions récentes sur le sujet air

En 2021 et 2022, le contexte réglementaire a évolué avec :

- la publication le 21 juillet 2021 du plan d'action national sur le chauffage au bois performant ;
- la loi climat et résilience du 24 août 2021, qui a notamment précisé les modalités de déploiement des zones à faibles émissions mobilités ;
- le décret du 24 décembre 2021 relatif au renforcement et à la mise à jour du plan d'action de réduction des polluants atmosphériques du plan climat-air-énergie territorial. Lorsque l'EPCI a un PPA sur son territoire ou lorsque sa population est supérieure à 100 000 habitants, l'EPCI doit mettre en place un Plan d'action de réduction des polluants atmosphériques (PAQA) afin de rejoindre les objectifs du PPA.
- la publication du nouveau plan de réduction des émissions de polluants atmosphériques définissant les actions prioritaires de réduction des émissions pour la période 2022-2025 ;
- la révision du dispositif réglementaire de surveillance de la qualité de l'air intérieur (QAI) dans certains établissements recevant du public (ERP) ;
- la préparation d'un plan d'action national sur les émissions d'ammoniac et de protoxyde d'azote (PANEA).

L'ADEME est clairement identifiée comme contributrice aux actions du PREPA ou pilote de certaines actions du plan d'action national sur le chauffage au bois performant. Elle anime le réseau des collectivités engagées dans le déploiement des ZFE-m.

La crise Covid a généré une prise de conscience de l'importance de l'aération favorable au développement de programmes d'actions pour améliorer la qualité de l'air intérieur. En revanche, la connaissance des enjeux sanitaires de la qualité de l'air extérieur semble avoir moins évolué.

Depuis 2021, l'Etat est condamné financièrement par le Conseil d'Etat pour insuffisance d'action du fait de la persistance de zones en dépassement des valeurs réglementaires de qualité de l'air. Des contentieux européens sont toujours en cours et pourraient conduire à d'importantes sanctions financières.

Les astreintes du Conseil d'Etat ont donné à l'ADEME des moyens budgétaires complémentaires permettant d'augmenter l'activité de l'ADEME sur le domaine de l'air. Le dispositif fonds air bois ainsi qu'un programme d'actions dans le domaine de l'agriculture ont notamment été relancés, deux campagnes nationales de communication sur le chauffage au bois performant et sur la mobilité-ZFE ont été lancées et l'action régionale a été renforcée dans les territoires en contentieux avec le recrutement d'effectifs temporaires complémentaires.

En 2024, est attendu la publication d'une nouvelle directive européenne sur la qualité de l'air ambiant, avec des valeurs limites plus strictes, non encore alignées sur les recommandations de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Le respect de ces valeurs ainsi que l'alignement progressif vers les valeurs préconisées par l'OMS représentent un enjeu majeur pour les politiques publiques et les collectivités territoriales. Le rôle de l'ADEME dans l'anticipation de la mise en œuvre de cette nouvelle directive doit être défini.

A la suite des travaux d'évaluation réalisés en 2021, le manque de visibilité sur les ambitions et les moyens dédiés au sujet de l'amélioration de la qualité de l'air au sein de l'ADEME à moyen terme ont conduit à ne pas relancer immédiatement les travaux d'élaboration d'une nouvelle stratégie. La mise en place d'une nouvelle gouvernance au sein de l'ADEME ainsi que d'un nouveau Contrat d'Objectifs et de Performance est désormais favorable au lancement de ces travaux.

Au sein de l'ADEME, le commanditaire / sponsor de la prestation est la Directrice Générale Déléguée de l'ADEME, Patricia BLANC.

Au sein de la Direction Villes et Territoires Durables, le Service Qualité de l'Air (SEQA) est chargé de la révision de la stratégie Air de l'ADEME et donc de la mise en œuvre opérationnelle de la prestation.

1.2.3. Les points d'attention ou questionnements de l'ADEME sur la nouvelle Stratégie

ANTICIPER

Dans un contexte d'évolution réglementaire, avec l'entrée en vigueur prochaine d'une nouvelle directive européenne qui va abaisser significativement les valeurs limites de qualité de l'air ambiant, alors que les valeurs actuelles ne sont toujours pas respectées dans certains territoires, l'ADEME s'interroge sur la façon dont elle peut positionner son action pour aider les acteurs, en particulier les collectivités, à anticiper ces nouvelles contraintes. De même, comment peut-elle accompagner l'anticipation d'un alignement progressif sur les valeurs de l'OMS (prévu à l'heure actuelle à l'horizon 2050) ? Identifier des trajectoires pour atteindre les objectifs d'une meilleure qualité de l'air et les moyens associés ?

A l'horizon 2050, une accentuation du dérèglement climatique est attendue. Comment anticiper l'évolution des problématiques de la qualité de l'air dans un contexte de changement climatique ? Mieux intégrer le sujet air dans les exercices de prospective de l'ADEME ? Mieux travailler au sein de l'ADEME les synergies air-climat ?

La recherche est le socle à l'élaboration des futures solutions pour améliorer la qualité de l'air. Comment mieux articuler le programme de recherche AQACIA avec l'accompagnement opérationnel des acteurs et encourager le soutien de travaux de recherche utiles à l'action ? Comment améliorer le transfert des connaissances produites dans le cadre des nombreux projets de recherche soutenus par l'ADEME ?

INFORMER - INCITER

Le baromètre qualité de l'air réalisé par l'ADEME montre que les Français ont assez peu conscience de l'impact de la qualité de l'air sur la santé et d'autres enquêtes montrent qu'ils peuvent avoir tendance à surestimer la qualité de l'air près de chez eux. Les collectivités rencontrent par ailleurs des difficultés à mettre ce sujet à l'agenda politique.

Comment l'ADEME peut contribuer à amplifier la prise de conscience et accompagner le changement de comportement ? Comment peut-elle favoriser la mise à l'agenda politique du sujet air dans les collectivités ?

L'évaluation de l'impact des mesures de réduction proposées constitue un levier pour convaincre les collectivités et les particuliers de la nécessité d'agir. Comment l'ADEME peut contribuer à développer les méthodes et la culture de l'évaluation ?

REDUIRE LES EMISSIONS ET AMELIORER LA QUALITE DE L'AIR DANS LES TERRITOIRES

Aider à planifier

Comment l'ADEME peut-elle positionner son action pour mieux intégrer l'air dans la planification au niveau national, régional ou local ? dans l'accompagnement des acteurs en particulier des collectivités pour la mise en place de projets de réduction des émissions ? Comment mieux intégrer l'air dans les politiques territoriales ?

Aider à agir – mettre en œuvre les solutions de réduction des émissions ou de l'exposition des populations

Différents scénarios d'aide à l'expérimentation ou à la massification pourraient être envisagés. Des spécificités par cibles (collectivités, entreprises, grand public) et/ou sectorielles peuvent être proposées (transport et mobilité, agriculture, bâtiment et QAI, bois-énergie...) ainsi que des niveaux de priorité pour que les objectifs soient adaptés aux moyens disponibles.

Comment on capitalise sur les projets déjà soutenus pour élaborer des outils d'aide à la décision, essaimer, diffuser les résultats ?

ECOUTER ET S'ADAPTER

L'élaboration de la stratégie devra se faire à l'écoute des attentes des tutelles et des parties prenantes de l'écosystème air. Des verbatims issus des expressions terrains sur les attentes vis à vis de l'ADEME seront recueillis.

Sur l'ensemble des sujets, la stratégie devra veiller à identifier la place de l'ADEME dans le jeu d'acteurs au niveau national et au niveau territorial et la valeur ajoutée qu'elle apporte, en complémentarité des principaux acteurs, en particulier Atmo France, les AASQA et le Cerema. La stratégie devra également permettre d'éclairer l'ADEME sur ce qu'elle peut porter en propre ou confier à des relais / partenaires.

Une attention spécifique devra être portée à la déclinaison territoriale de la stratégie. Des partenariats clés ou relais pour appuyer et démultiplier l'action de l'ADEME pourront être proposés.

ORGANISATION INTERNE

Compte tenu des moyens limités en particulier en région, sur quels moyens devrait-on s'appuyer pour la mise en œuvre de la stratégie ? quel rôle pour des ingénieurs qualité de l'air dans les directions régionales ? quelle autre forme d'organisation possible en formant au sujet de l'air les ingénieurs intervenant sur d'autres thématiques (transports et mobilité, agriculture, bois-énergie...) ?

Comment animer cette nouvelle stratégie ? quels moyens nécessaires a minima pour s'assurer de son utilité ?

Quels indicateurs d'objectifs (en lien avec les orientations du futur Contrat d'Objectif et de Performance) ?

2. Les attentes de l'ADEME vis-à-vis des prestations à réaliser

2.1. Finalités et objectifs

La prestation attendue consiste à accompagner l'ADEME dans la construction de sa nouvelle Stratégie Air pour la période 2024-2027.

L'objectif des prestations est :

- de prendre en charge la construction et la gestion du projet ;
- de conseiller l'ADEME sur la méthodologie à mettre en œuvre globalement et à chaque étape ;
- de conseiller l'ADEME sur le contenu et la forme de la stratégie.

La nouvelle stratégie air devra être plus opérationnelle que la précédente, proposer des objectifs et des indicateurs de suivi et donner au Comité Exécutif de l'ADEME les éléments d'aide à la décision pour élaborer des plans d'action annuels (adaptés aux moyens budgétaires et humains décidés chaque année).

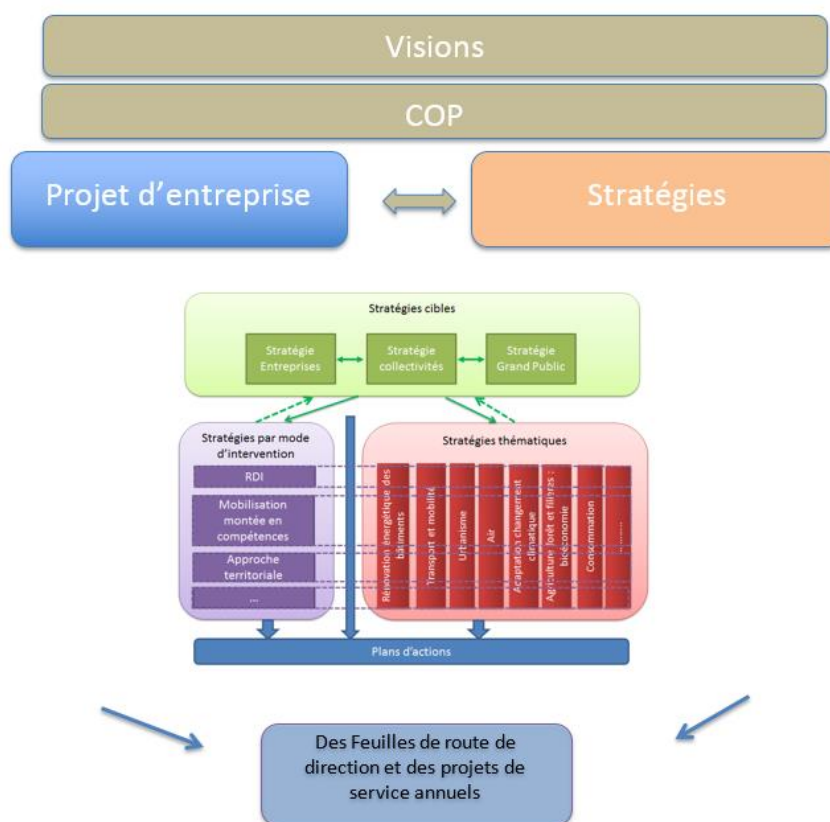
2.2. Périmètre et cibles des prestations

Une stratégie est un document d'orientation des actions menées par l'ADEME dans un de ses domaines d'activité, afin de réaliser l'intention donnée par le COP et les éléments de valeurs et d'identité donnés par les visions.

Une stratégie est donc tournée vers l'action externe de l'ADEME et peut couvrir différents périmètres (par cible, par thématique, par mode d'intervention ...).

Les stratégies peuvent être opérationnalisées en documents de différents « niveaux » : orientations, plan d'actions (certains documents pouvant cumuler différents niveaux).

Pour que le pilotage stratégique soit opérationnel, il est utile que les stratégies soient positionnées les unes par rapport les autres. L'agence cherche à améliorer son action vis-à-vis des cibles pour accroître son effet d'entraînement : les stratégies ciblées s'imposent donc à tous les niveaux de l'agence. Elles sont le niveau essentiel de déclinaison du contrat d'objectif. Les stratégies par filières ou thématiques ou par mode d'intervention peuvent venir préciser l'orientation de l'action de l'ADEME dans leurs domaines, mais doivent se référer aux stratégies cibles. Les stratégies par modes d'intervention sont nécessairement articulées avec les stratégies thématiques selon une organisation matricielle. Les stratégies cibles sont également nécessairement articulées entre elles.



La stratégie objet de la présente prestation couvrira les problématiques d'amélioration de la qualité de l'air intérieur et extérieur, dans tous les domaines constituant des leviers d'action, sauf le secteur de l'industrie sur lequel le positionnement de l'ADEME n'est pas questionné et pour l'ensemble des cibles : collectivités, acteurs socio-économiques, organismes de recherche, grand public.

Elle devra s'articuler avec d'autres stratégies et feuilles de route de l'ADEME et en particulier :

- Une stratégie collectivité 2017-2022 (en cours de révision)
- Une stratégie entreprise (en cours de finalisation)
- Une stratégie grand public (en cours de finalisation)
- Une stratégie interne « relation client » qui s'appuie sur un CRM en cours de déploiement.
- Des stratégies ou feuilles de route interne thématiques (transports et mobilités, bâtiment, agriculture, adaptation au changement climatique, tourisme durable...).

Il sera en particulier nécessaire de bien identifier les accroches / affichages du sujet air dans les différentes stratégies et d'être capable de faire les liens avec ces différentes stratégies.

La stratégie air adressera l'action externe et l'organisation ou animation interne de l'ADEME.

2.3.Détail des prestations attendues

Les candidats/soumissionnaires devront proposer une méthode de travail. L'ADEME souhaite la mise en œuvre d'une méthode simple et efficace, recourant à l'intelligence collective, et permettant d'aboutir à la production d'une nouvelle stratégie Air dans un délai proche d'une année.

La prestation comprendra deux lots :

- Lot 1: La prestation intellectuelle d'aide à l'élaboration de la stratégie, comprenant des auditions / entretiens internes et externes ;
- Lot 2: La conception, l'animation et l'exploitation des résultats d'ateliers d'intelligence collective externes et internes.

Le prestataire sera libre de répondre à un seul lot ou aux deux. Les titulaires des 2 lots devront travailler en étroite collaboration.

Lot n°1 : prestation intellectuelle d'aide à l'élaboration de la stratégie

La prestation comprendra :

- La structuration et la gestion globale du projet « Nouvelle stratégie air » en lien avec la DVTD et le SEQA.
- Une analyse documentaire (précédente stratégie et son évaluation, autres stratégies de l'ADEME, actions conduites par l'ADEME depuis 2021, positionnement des autres acteurs...).
- Une mise à jour de la cartographie des acteurs et de l'analyse de l'environnement / écosystème de la qualité de l'air où se situe l'ADEME, en distinguant les acteurs installés ou émergents, en analysant l'évolution de cet écosystème en lien avec les bénéficiaires de l'astreinte du Conseil d'Etat, la valeur ajoutée de l'ADEME aujourd'hui et la projection à un horizon de 5 ans.
- Une collecte des besoins en interne et en externe. A noter qu'un certain nombre d'acteurs internes et externes ont déjà été interviewés dans le cadre d'un audit interne du service qualité de l'air et de l'évaluation de la stratégie 2015-2020. Tous les éléments de compte-rendu de ces entretiens disponibles seront mis à disposition du prestataire. Une enquête sera réalisée auprès des réseaux internes ou externes. Une trentaine d'entretiens pourront être réalisés, environ moitié internes, moitié externes.

- Quatre ateliers de co-construction de la nouvelle stratégie. **Pour cette phase, le titulaire du lot n°1 travaillera conjointement en termes de méthode, d'animation et d'exploitation des résultats avec le titulaire du lot n°2.**
- Pour les échanges internes, les collaborateurs de l'ADEME participants seront représentatifs à la fois des directions régionales et des différentes directions du siège, des fonctions d'expertise techniques, d'animation et de communication et des fonctions hiérarchiques et opérationnelles. Le prestataire pourra s'appuyer sur un réseau interne qualité de l'air composé d'ingénieurs du SEQA, des autres services du siège concernés par le sujet air et des directions régionales, ainsi que sur un groupe de travail composé de Directeurs Régionaux.
- Pour les échanges externes, les partenaires externes seront choisis en lien avec le comité de pilotage (COPIL) pour représenter les partenaires et relais de l'ADEME. Les membres du Conseil National de l'Air pourront notamment être sollicités.
- L'analyse et la synthèse des informations collectées. En s'appuyant sur l'évaluation de la précédente stratégie, les résultats de l'enquête, les entretiens internes et externes et les travaux en ateliers, le prestataire approfondira la qualification des actions de l'ADEME vers l'écosystème des acteurs de l'air, analysera les enjeux pour l'ADEME des évolutions du contexte et aidera l'ADEME à affiner son questionnement stratégique notamment au regard de ses objectifs et de ses moyens.
- La préparation et l'animation des réunions du comité de pilotage ainsi que la rédaction et la diffusion des comptes rendus des réunions.
- Le conseil stratégique à l'ADEME pour élaborer et s'approprier la nouvelle stratégie et son plan d'action.
- La rédaction de la stratégie et la production des livrables tels que définis ci-après.

La prestation n'inclut pas :

- L'évaluation de la précédente stratégie
- Le bilan de l'action de l'ADEME sur le domaine de l'air
- La mise en forme finale du document externe (livrable final).

Les livrables de la prestation du lot 1 :

Livrable intermédiaire : le prestataire devra produire un document avec

- pour chacun des questionnements indiqués au 1.2.3. :
 - une synthèse de la problématique, des options et de leurs implications;
 - une description du consensus ou dissensus interne sur la question.
- la cartographie des acteurs et l'analyse du positionnement de l'ADEME
- le recueil des besoins
- les propositions de mise en œuvre d'ateliers d'intelligence collectives (objectifs, méthode, participants, résultats attendus) travaillés avec le titulaire du lot n°2

Livrable final du lot 1 :

- 1) Un document institutionnel rédigé (d'une vingtaine de pages au maximum) pour l'externe qui énonce notamment la place du sujet air dans l'action de l'ADEME, les grands axes de travail de l'ADEME sur ce domaine, la valeur ajoutée de l'ADEME par rapport aux autres acteurs et ses partenariats.
- 2) Une présentation Powerpoint synthétique (10 diapositives).

3) Un document pour l'interne qui définit :

- a. Une proposition de plan d'action à un an pour mettre en œuvre de façon opérationnelle la stratégie (basée sur une hypothèse de moyens humain et budgétaire qui sera définie conjointement avec l'ADEME) : actions, moyens, délais...
- b. Des modalités d'animation et de suivi (indicateurs notamment), en particulier avec un objectif d'appropriation de cette nouvelle stratégie.
- c. Des recommandations concernant des enquêtes ou études complémentaires éventuelles pour mieux orienter et mettre en œuvre cette stratégie.

Le contenu et la forme des livrables seront précisés au cours de la prestation.

La rémunération de ces prestations sera forfaitaire.

Les compétences requises pour mener la mission :

- Connaissance de la transition écologique et du domaine de la qualité de l'air
- Pratique du conseil en stratégie pour des acteurs publics
- Gestion de projet
- Réalisation de documents d'analyse et capacité de synthèse
- Le prestataire du présent marché devra également être en mesure de travailler aux côtés d'un second prestataire, en charge de l'animation et de la facilitation.

Lot n°2 : conception, animation et exploitation des résultats d'ateliers d'intelligence collective

Le titulaire devra préparer, animer et exploiter les résultats de ces ateliers en étroite collaboration avec le titulaire du lot n°1.

Le prestataire devra organiser et animer quatre ateliers de co-construction d'une ½ journée.

La prestation comprendra :

- La prise de connaissance du sujet
- La préparation des ateliers avec l'ADEME et le titulaire du lot n°1 : définition de la progression globale de la démarche, du fil conducteur, des objectifs de chaque atelier, de leur format (personnes impliquées et nombre, principe d'animation). Le prestataire proposera en amont des méthodes d'animation de la réflexion adaptées aux objectifs fixés et aux conditions de travail, assurera la préparation des supports d'animation et de production pour chaque atelier et les transmettra à l'ADEME pour avis dix jours avant.
- L'organisation logistique et l'animation des ateliers ainsi que la coordination de la réflexion, des productions, et de la prise de note. Pour l'organisation logistique, le prestataire s'appuiera directement sur les ressources (salles, visio...) mises à disposition par l'ADEME. Les ateliers se dérouleront sur le site de Montrouge si réalisés en présentiel ou en format hybride. La prestation n'inclut pas les pauses café et repas, ni la prise en charge des frais de mission liés à la participation des partenaires externes invités à ces ateliers. Les frais de mission du titulaire doivent être inclus dans le coût de la prestation.
- La rédaction d'une synthèse des productions de ces ateliers. Pour chaque atelier, cette synthèse des résultats pourra rappeler les grandes étapes pour mettre en valeur le travail de co-construction, pour remercier les participants et pour leur donner envie de continuer ce travail. Dans un souci d'association des participants, il sera important de rendre ces synthèses transmissibles à l'ensemble des participants. Par ailleurs, le prestataire transmettra le document à l'ADEME dans un délai de deux semaines après l'atelier.

L'ADEME attend du prestataire :

- en amont, une proposition précise de méthode pour l'animation des ateliers,
- après l'atelier, une synthèse des productions. Les comptes-rendus des différents ateliers constitueront le livrable du lot n°2.

La rémunération se fera selon un montant forfaitaire.

Les compétences requises pour mener la mission :

- Compétences en Intelligence Collective,
- Compétences en animation et concertation.

3. Organisation et pilotage de la prestation

3.1. Encadrement et suivi de la prestation

Un comité interne dédié au pilotage du projet (COPIL) sera mis en place. Il sera composé d'une dizaine de personnes, hiérarchiques et opérationnelles, du siège et des DR et se réunira en mode hybride présentiel dans les locaux de l'ADEME à Montrouge et visio. Le comité se réunira 4 fois :

- Réunion de lancement, cadrage de la prestation
- Discussion sur le livrable intermédiaire
- Restitution des différents ateliers de travail collaboratif, identification des axes stratégiques et discussion sur les moyens d'action
- Discussion sur le livrable final

Le prestataire du lot n°1 aura en charge de préparer et d'animer chaque réunion du comité de pilotage (pour cela il se coordonnera avec l'ADEME). Ensuite, il assurera la rédaction et diffusion des comptes rendus des réunions. La présence des prestataires dans les locaux de l'ADEME à Montrouge est requise pour au moins 2 réunions du comité de pilotage. Les frais de déplacement associés doivent être prévus dans le coût de la prestation.

Le titulaire du lot n°2 sera invité au 2ème comité de pilotage (pour présenter les propositions de mise en œuvre des ateliers d'intelligence collectives (objectifs, méthode, participants, résultats attendus) et aux points réguliers.

Des points en visioconférence seront réalisées à intervalles réguliers avec la chef du service qualité de l'air, la référente collectivités du service et en fonction des disponibilités le Directeur Villes et Territoire Durables et son adjoint.

Un groupe miroir réunissant une dizaine de parties prenantes externes sera également mis en place. Il sera consulté sur les conclusions du comité de pilotage interne et sera réuni à l'issue de chaque réunion du comité de pilotage (hors réunion de lancement et de cadrage). Le prestataire du lot n°1 sera chargé d'organiser, d'animer et de rédiger les compte-rendus des réunions de ce groupe miroir.

3.2. Calendrier de réalisation des prestations

Lot n°1 : la production du livrable intermédiaire devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la notification du marché ; celle du livrable final dans un délai de 10 mois (hors phases de relecture et validation : délai de relecture par l'ADEME de 1,5 mois, de modification par le prestataire de 1,5 mois et de validation définitive de 1 mois). Les ateliers auront a priori lieu au 1^{er} trimestre 2025. La durée totale du marché sera de 14 mois. Un planning visuel détaillant le déroulement de l'opération est demandé.

Lot n°2 : le calendrier de la prestation devra être calée avec le prestataire du lot n°1. **Le démarrage de la prestation est prévu au 1^{er} novembre 2024** pour la phase de prise de connaissance. Les ateliers auront a priori lieu au 1^{er} trimestre 2025. Le compte-rendu de chaque atelier devra être livré dans un délai maximum de 2 semaines suivant la tenue de l'atelier. La production du livrable final devra intervenir dans un délai de 9 mois à compter de la notification du marché (hors phases de relecture et validation : délai de relecture par l'ADEME de 1,5 mois, de modification par le prestataire de 1,5 mois et de validation définitive de 1 mois). La durée totale du marché à compter de la notification sera de 13 mois. Un planning visuel détaillant le déroulement de l'opération est demandé.

3.3. Confidentialité

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer en dehors de l'ADEME les différentes données et informations transmises dans le cadre de sa mission.

4. Annexes

- Stratégie 2015-2020
- Synthèse de l'évaluation de la stratégie 2015-2020 (document non publié)
- Sommaires des rapports final et intermédiaire de l'évaluation de la stratégie 2015-2020 (documents non publiés)